

Le Conseil général de l'Essonne et les difficiles relations entre développement durable et évaluation

Rencontre du CRIES - 18 juin 2012

Contexte essonnien

- Le Département de l'Essonne :
 - 1.2 millions d'habitants
 - 196 communes
- Une histoire en matière de développement durable :
 - 2002-2006 : 1^{ère} étape de l'Agenda 21 => 120 engagements de la collectivité
 - 2007-2012 : 2^{ème} étape de Agenda 21 => près de 400 actions portées par plus de 200 partenaires
 - 2010-2012 : 1^{er} Plan Climat Énergie

Les objets de l'évaluation

Territoire

Informier, sensibiliser
élus et citoyens
Diffuser les principes
du DD

Politiques publiques

Décisions publiques, pilotage

Agenda 21

Qualité de l'animation
et des projets

Historique / Classification

- Grilles de questionnement des projets/politiques :
 - Politiques publiques :
 - 2003 – élèves administrateurs territoriaux
 - 2005 – BE ADAGE
 - 2006 – expérimentation SD 21000
 - 2007 – Notation extra-financière BMJ Ratings
 - Projets des partenaires et citoyens :
 - 2003 – Questionnement des propositions citoyennes
 - 2006 – Grille DD des projets de solidarité internationale
 - 2008/2009 – Questionnaire labellisation A21
 - 2012 – Grille d’auto-évaluation des projets labellisés A21
- Référentiels d’évaluation de réalisation / d’impacts :
 - Politiques publiques : 2003 – élèves AT (non utilisé)
 - Agenda 21 institutionnel : 2004 – BE Dupuis (non utilisé)
 - Agenda 21 territorial : 2010 – PEQC (non utilisé)
 - Politiques publiques : 2012 – DDDS
- Études d’impact, approche climat/énergie :
 - Empreinte écologique (non utilisée)
 - Bilan carbone

Historique / Classification

- Grilles de questionnement des projets/politiques :
 - Politiques publiques :
 - 2003 – élèves administrateurs territoriaux
 - 2005 – BE ADAGE
 - 2006 – expérimentation SD 21000
 - 2007 – Notation extra-financière BMJ Ratings
 - Projets des partenaires et citoyens :
 - 2003 – Questionnement des propositions citoyennes
 - 2006 – Grille DD des projets de solidarité internationale
 - 2008/2009 – Questionnaire labellisation A21
 - 2012 – Grille d’auto-évaluation des projets labellisés A21
- Référentiels d’évaluation de réalisation / d’impacts :
 - Politiques publiques : 2003 – élèves AT (non utilisé)
 - Agenda 21 institutionnel : 2004 – BE Dupuis (non utilisé)
 - Agenda 21 territorial : 2010 – PEQC (non utilisé)
 - Politiques publiques : 2012 – DDDS
- Études d’impact, approche climat/énergie :
 - Empreinte écologique (non utilisée)
 - Bilan carbone

Boîte noire

Trop complexe

(Indices, enquêtes)

Pas légitime

Pas le bon niveau
(Trop macro)

Les outils actifs

Territoire

Informer, sensibiliser
élus et citoyens
Diffuser les principes
du DD

- Rapport DD
- Observatoire en réseau
- Bilan carbone

Politiques publiques

Décision publique, pilotage

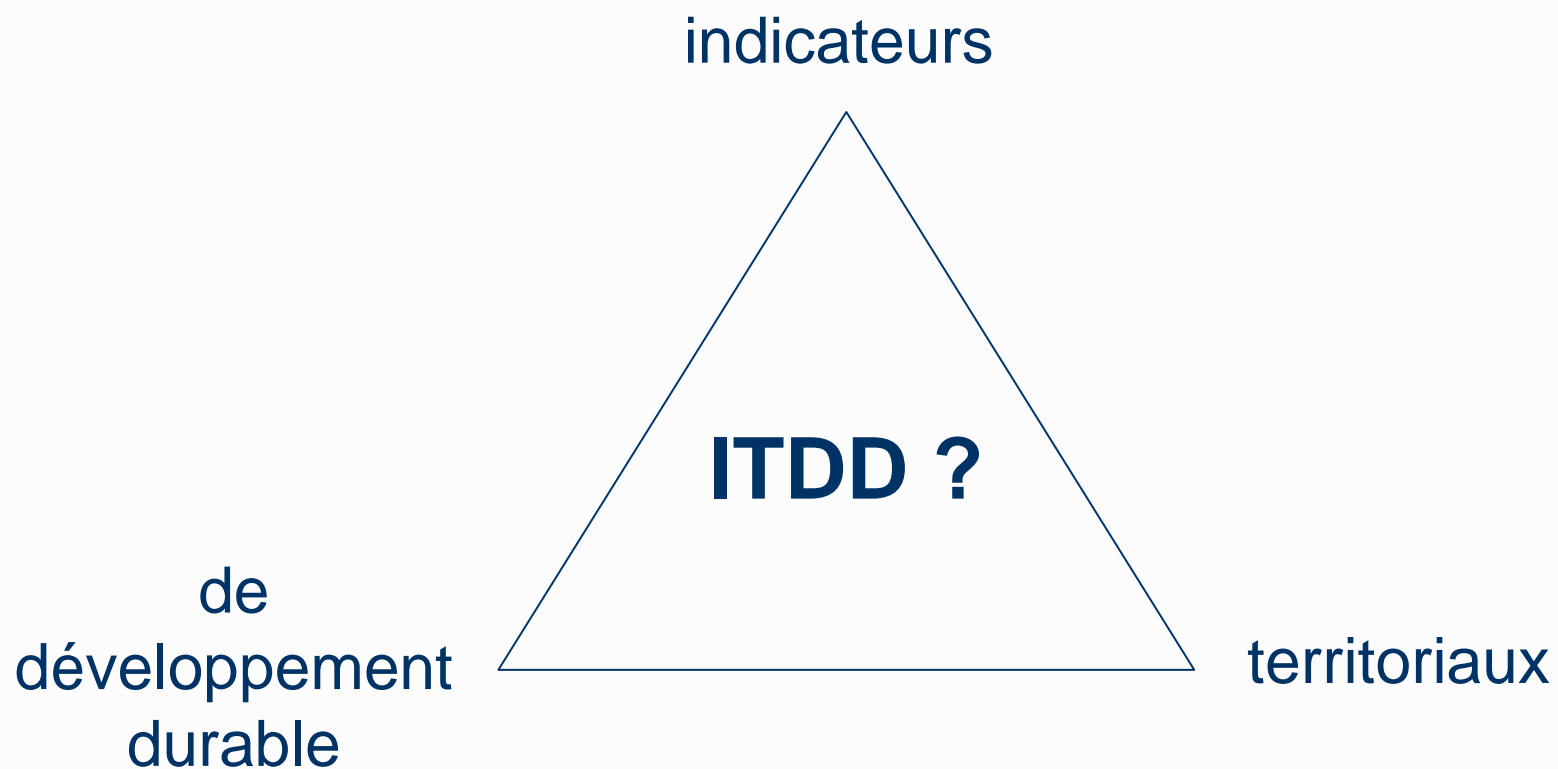
- Rapport DD
- Bilan carbone

Agenda 21

Qualité de l'animation
et des projets

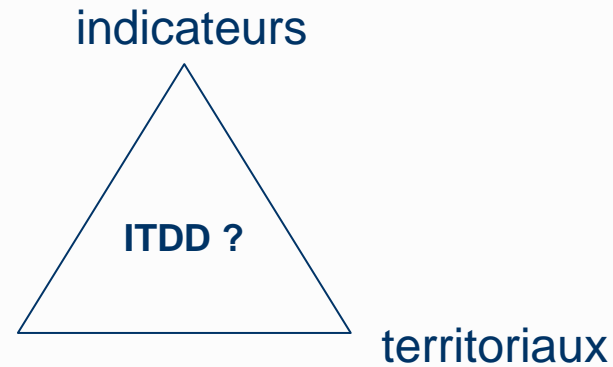
- Bilan du pilotage de l'Agenda 21
- Sessions d'auto-évaluation des acteurs
 - Acculturation au DD
 - Impacts des projets

Témoignage de l'Essonne



... Et décision publique ?

de développement durable

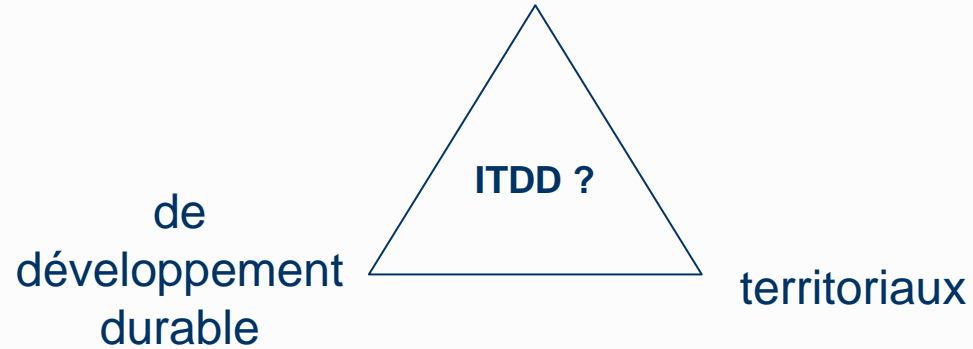


Qu'est-ce que le développement durable ?

- Difficulté théorique des acteurs à définir et offrir un cadre commun (ex. Europe, Etat, SNDD et référentiel)
- Des priorités différentes selon les territoires et selon les acteurs (responsabilités)
- Besoin de concrétiser le DD sur un territoire
- Dimension sociale = débats philosophiques (quels sont les besoins essentiels ?)

En Essonne :
Objectifs du DD =
Agenda 21, étapes 1
et 2

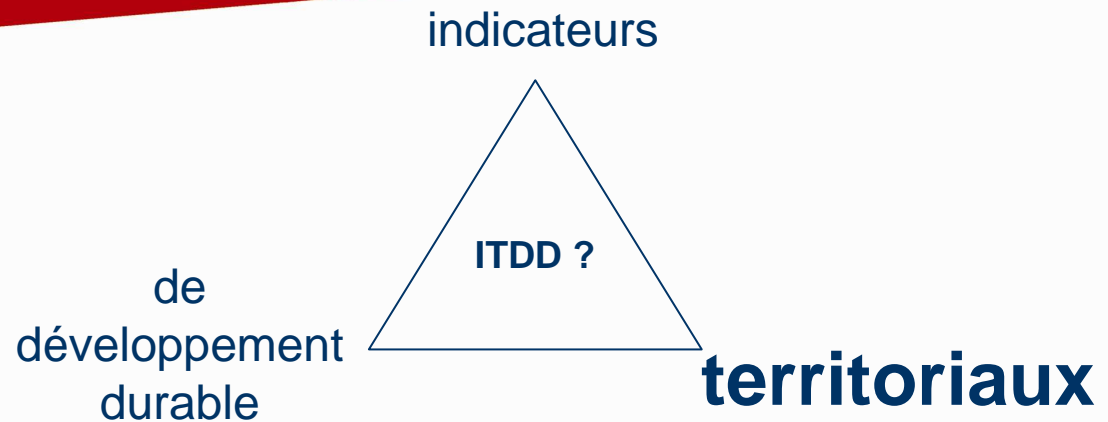
indicateurs



Quel intérêt des indicateurs pour la « décision publique » ?

- Utilité... pour qui ? (élus, techniciens, partenaires, citoyens)
- Difficulté particulière sur le nombre : partage, lisibilité, maniement
- Comment les faire vivre... dans la durée et dans des délais politiques utiles

En Essonne :
Tentatives de
référentiels et
indicateurs tous les
ans...



Quel lien entre territoire et décision publique ?

- Besoin d'indicateurs de pilotage, d'efficacité, d'efficience, d'évaluation des politiques publiques...
- Difficulté à définir le niveau de responsabilité d'une administration sur un territoire
- Indicateurs territoriaux ne sont pas des outils directs de prise de décision publique... Besoin de former les élus et administration à leur choix, interprétation et utilisation

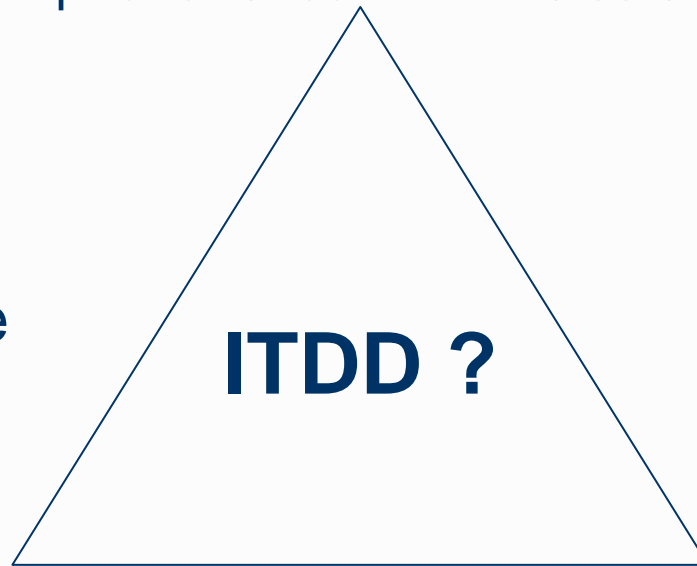
En Essonne :
Politique DD = agenda 21 et son pilotage;
Territoire = impact ou contexte...

Le cas spécifique du Plan Climat...

Indicateurs... en nombre plus limité =>
teqCO2 pour atténuation + indice de vulnérabilité

...de lutte contre le
changement
climatique

=> Énergie (bâtiments,
déplacements,...),
urbanisme, achats,...



territoriaux

=> Enjeu plus cadré
de politiques
publiques

Mais objectif réducteur par rapport au DD

Propositions : besoin des collectivités

- Définir un socle commun d'indicateurs
 - légitime, co-construit avec les élus de la région
 - décliné selon les particularités des territoires (Petite couronne, Grande couronne...)
 - décliné selon les compétences des collectivités (lié aux leviers d'action)
- Aider à diffuser une culture des indicateurs
 - pour impliquer les élus et les techniciens dans le choix et le suivi des indicateurs territoriaux
 - parlants pour les citoyens